

13.3971

**Motion Maier Thomas.
Informatiksachkredite
ihrem ursprünglichen Zweck zuführen**

**Motion Maier Thomas.
Affecter les crédits d'équipement
informatique conformément
à leur véritable but**

Nationalrat/Conseil national 19.03.14

Präsident (Lustenberger Ruedi, Präsident): Die Diskussion hat im Rahmen der aktuellen Debatte zum Beschaffungswesen (14.9006) stattgefunden.

Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 13.3971/10.076)

Für Annahme der Motion ... 168 Stimmen

Dagegen ... 14 Stimmen

(2 Enthaltungen)

13.4023

**Interpellation CVP/EVP-Fraktion.
Informatikpläne des Bundes**

**Interpellation groupe PDC/PEV.
Interrogations
sur la politique informatique
de la Confédération**

Nationalrat/Conseil national 19.03.14

Präsident (Lustenberger Ruedi, Präsident): Die Interpellation der CVP/EVP-Fraktion wurde im Rahmen der aktuellen Debatte zum Beschaffungswesen (14.9006) diskutiert und ist damit erledigt.

13.4141

**Postulat FDP-Liberale Fraktion.
IT-Projekte des Bundes.
Quo vaditis?**

**Postulat groupe libéral-radical.
Projets informatiques
de la Confédération. Où va-t-on?**

Nationalrat/Conseil national 19.03.14

Präsident (Lustenberger Ruedi, Präsident): Die Diskussion hat im Rahmen der aktuellen Debatte zum Beschaffungswesen (14.9006) stattgefunden.

Der Bundesrat beantragt die Annahme des Postulates; es liegt kein anderer Antrag vor.

Angenommen – Adopté

09.503

**Parlamentarische Initiative
FDP-Liberale Fraktion.
Stempelsteuer schrittweise abschaffen
und Arbeitsplätze schaffen**

**Initiative parlementaire
groupe libéral-radical.
Supprimer les droits de timbre
par étapes et créer des emplois**

Différences – Divergences

Bericht WAK-NR 12.11.12 (BBI 2013 1089)
Rapport CER-CN 12.11.12 (FF 2013 1005)

Stellungnahme des Bundesrates 23.01.13 (BBI 2013 1107)
Avis du Conseil fédéral 23.01.13 (FF 2013 1023)

Nationalrat/Conseil national 19.03.13 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 04.12.13 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 19.03.14 (Différences – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 19.03.14 (Fortsetzung – Suite)

**Bundesgesetz über die Stempelabgaben
Loi fédérale sur les droits de timbre**

Antrag der Mehrheit

Festhalten

(= Keine Sistierung der Vorlage)

Antrag der Minderheit

(de Buman, Birrer-Heimo, Leutenegger Oberholzer, Maire Jacques-André, Marra, Meier-Schatz, Pardini, Ritter, Schelbert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

(= Sistierung der Vorlage)

Proposition de la majorité

Maintenir

(= Ne pas suspendre le projet)

Proposition de la minorité

(de Buman, Birrer-Heimo, Leutenegger Oberholzer, Maire Jacques-André, Marra, Meier-Schatz, Pardini, Ritter, Schelbert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

(= Suspendre le projet)

Noser Ruedi (RL, ZH), für die Kommission: Wir Berichtstatter können es hier kurz machen. Es ging in der Kommission ja nicht mehr um die inhaltliche Diskussion des Entwurfes 1, sondern nur noch darum, ob sich die Kommission dem Ständerat, der einstimmig – meines Wissens stillschweigend – Sistierung beschlossen hatte, anschliessen soll oder nicht. Die Diskussion in der Kommission war dementsprechend kurz.

Sie haben auf der Fahne gesehen, dass die Mehrheit die Sistierung nicht unterstützen will. Ihre Argumentation ist, dass die Unternehmenssteuerreform III eine sehr komplexe Reform mit sehr vielen Projekten ist und es daher keinen Sinn macht, eine so einfache Massnahme wie die Abschaffung der Stempelsteuer auf Eigenkapital – die direkt wirksam und für Firmen, die nicht an den Kapitalmarkt gehen können, wichtig ist – jetzt auf die lange Bank zu schieben.

Die starke Minderheit ist der Ansicht, dass diese beiden Geschäfte zusammengehören und miteinander beraten werden sollen.

Sie haben zu entscheiden. Einfach noch zur Information: Falls wir daran festhalten, die Initiative nicht zu sistieren, geht das Geschäft an den Ständerat zurück. Der Ständerat kann dann entweder unserem Beschluss folgen oder an der Sistierung festhalten. Hielte er an der Sistierung fest, wäre die Initiative endgültig sistiert.

Rime Jean-François (V, FR), pour la commission: L'initiative parlementaire du groupe libéral-radical a pour but la suppression progressive des droits de timbre afin de renforcer la place financière. La suppression totale représente des sommes importantes et une sous-commission de notre conseil avait divisé le projet en trois. Aujourd'hui, nous ne traitons donc que le projet 1.

Lors de la session d'hiver 2013, le Conseil des Etats a décidé de suspendre la discussion sur ce projet et de l'intégrer dans la réforme de l'imposition des entreprises III. Aujourd'hui, nous ne nous prononcerons donc pas sur le fond, mais uniquement sur la décision de poursuivre le traitement de ce dossier, ou de le suspendre comme l'a décidé le Conseil des Etats.

La majorité de la commission est d'avis qu'il faut continuer le travail. La réforme de l'imposition des entreprises III sera très longue et compliquée. Les délais de mise en oeuvre risquent de durer plusieurs années. La majorité de la commission est d'avis que la suppression du droit de timbre d'émission sur les fonds propres peut et doit être traitée séparément. Les montants en jeu sont de 240 millions de francs. Cette suppression ne concerne pas uniquement la place financière, mais bien toute l'économie, y compris les PME.

Une minorité de la commission, principalement représentée par la gauche, a bien sûr saisi l'opportunité de reporter la discussion le plus longtemps possible, puisque sur le fond ses membres ne souhaitent pas entrer en matière sur ce projet.

Aujourd'hui, la commission s'est prononcée, par 12 voix contre 10, pour continuer le traitement de ce dossier et rejeter la suspension de son examen décidée par le Conseil des Etats.

de Buman Dominique (CE, FR): La suppression des droits de timbre est un sujet qui occupe nos commissions depuis de nombreuses années. J'en veux pour preuve que l'initiative parlementaire du groupe libéral-radical qui prévoit leur suppression date de 2009 déjà. Comme les rapporteurs l'ont dit, mais de manière très succincte, cette intervention comprend trois volets.

Si le projet 1 a été traité par la commission plénière, les projets 2 et 3 ont été envoyés à une sous-commission parce que leur application entraînerait des pertes fiscales considérables, mais aussi parce qu'elle nécessiterait un échelonnement dans le temps qui pourrait être très délicat en fonction des finances de la Confédération. A cela s'ajoute la question de la compensation des pertes fiscales. Aujourd'hui, notre conseil ne traite que du projet 1, tandis que les projets 2 et 3 ont été suspendus par notre Commission de l'économie et des redevances, par 14 voix contre 11. Le Conseil des Etats à sa séance du 4 décembre 2013 – et la chronologie est importante – n'a pas voulu suivre la décision prise par notre conseil il y a un an exactement, jour pour jour, d'adhérer au projet de la Commission de l'économie et des redevances de supprimer le droit de timbre d'émission sur les fonds propres. En effet, si le Conseil des Etats est bien entré en matière sur la suppression d'un impôt reconnu par la plupart comme obsolète et pénalisant pour la place financière, il a néanmoins décidé de suspendre le projet jusqu'à la présentation par le Conseil fédéral de la réforme de l'imposition des entreprises III en raison de son caractère inévitable, et donc prioritaire d'une part, mais aussi par prudence fiscale d'autre part. Le Conseil des Etats a pris sa décision, il faut le dire, à l'unanimité. Il a ainsi tenu compte du rapport rédigé à sa demande par le Conseil fédéral qui date de septembre 2013.

C'est pour cela que j'ai dit que la chronologie était très importante: parce que notre conseil a adopté le projet en mars 2013, mais que le rapport de synthèse du Conseil fédéral date de septembre 2013. La réforme de l'imposition des entreprises pourrait alors entraîner des pertes fiscales pour la Confédération à hauteur de 2,3 milliards de francs environ. Parallèlement, le Conseil fédéral définit une autre priorité, celle de la réforme de la fiscalité du couple et de la famille, rendue obligatoire par la jurisprudence du Tribunal fédéral et

par la convergence de multiples interventions parlementaires et initiatives populaires exigeant la mise en oeuvre concrète des réformes esquissées.

La commission de notre conseil a donc examiné une nouvelle fois le volet 1 relatif à la suppression du droit de timbre d'émission sur les fonds propres. Par 12 voix contre 10 – le résultat est serré –, elle a décidé de maintenir sa décision et de ne pas suivre le Conseil des Etats.

La minorité, que je représente, ne peut considérer comme une réforme bagatelle la perte de quelque 200 à 300 millions de francs de recettes fiscales. D'autre part, il serait erroné de persister à faire cavalier seul sur le projet 1, alors que la commission, par 14 voix contre 11, a décidé par ailleurs de suspendre les travaux sur les projets 2 et 3.

Selon la minorité de la commission, il faut absolument garder la vue d'ensemble de la politique fiscale de notre pays. La position de la minorité est soutenue par les milieux économiques. Je crois que c'est important, et vous avez tous reçu le préavis de l'intergroupe parlementaire «Commerce et industrie» de l'Assemblée fédérale, présidé par Monsieur Lüscher. Ce texte existe en français et en allemand. Ces milieux économiques nous demandent de garder une vue d'ensemble et de suspendre aujourd'hui aussi les travaux sur le projet 1.

C'est donc avec cette argumentation, qui nous paraît élémentaire, vu que la réforme de l'imposition des entreprises sera présentée par le Conseil fédéral dans quelques mois, que nous proposons de suspendre aujourd'hui nos travaux, quitte à réintégrer la révision des droits de timbre dans un cadre beaucoup plus général.

Präsident (Lustenberger Ruedi, Président): Die grünliberale Fraktion unterstützt den Antrag der Mehrheit.

Germanier Jean-René (RL, VS): Le groupe libéral-radical se bat depuis longtemps pour la suppression totale des droits de timbre. Le groupe libéral-radical n'est par conséquent pas d'accord de suspendre le traitement de ce projet et de prendre ainsi le risque de voir proroger cet impôt qui n'a plus lieu d'être ou, pire, de ne pas le voir supprimer lorsque la réforme de l'imposition des entreprises aura abouti.

Cet impôt charge de manière injuste les entreprises suisses qui veulent augmenter leur capital et qui veulent investir dans le pays. Les droits de timbre constituent un désavantage compétitif pesant pour la place financière suisse. Ils affectent non seulement le secteur financier, mais aussi toute l'économie. Si l'on veut renforcer notre compétitivité et relever l'attrait de notre place financière et économique, cette suppression est indispensable. Cet impôt, qui taxe les fonds propres nécessaires aux augmentations de capital, fait émigrer sous d'autres cieux des investissements qui pourraient être faits chez nous. Ce sont des emplois qui sont perdus pour notre pays. Cet impôt touche les apports en capital propre de plus d'un million de francs, soit les grandes entreprises. Mais ce sont justement ces grandes entreprises qui peuvent décider facilement d'établir leurs sociétés à l'étranger. Au titre du droit de timbre d'émission sur les fonds propres, ce sont 240 millions de francs par année qui sont perçus auprès de sociétés qui se développent et qui investissent en Suisse. Mais nous pensons – contrairement à la minorité – qu'en cas de suppression du droit de timbre, la moins-value fiscale serait largement compensée par le retour de sociétés qui sont parties à cause de cet impôt, et par l'emploi qui serait généré.

Selon une analyse, 230 milliards de francs placés dans des fonds suisses sont gérés à l'étranger. Sur 2000 fonds gérés par des Suisses, seuls 700 le sont dans notre pays. On prend la mesure de l'immense potentiel de rapatriement d'activités en Suisse qui s'offre à notre pays si nous modifions notre législation pour supprimer cet impôt archaïque.

Notre conseil a donné suite à l'initiative à une large majorité, exprimant sa volonté de supprimer le droit de timbre d'émission sur les fonds propres. Cette suppression n'est pas contestée sur le fond. C'est le processus parlementaire qui est discuté. Ainsi, au Conseil des Etats, il a été décidé de

suspendre l'examen de l'objet afin de le traiter avec la réforme de l'imposition des entreprises III. Cette réforme de l'imposition des entreprises est très délicate, elle aborde de nombreux aspects, et il sera difficile d'aboutir sur tous les points. Le sujet sera suffisamment complexe sans que nous ayons encore à discuter de la suppression du droit de timbre d'émission sur les fonds propres.

Cette suppression peut se traiter très simplement et il n'y a pas de raison d'intégrer ce thème dans la très complexe réforme de l'imposition des entreprises III. Nous osons d'ailleurs espérer qu'il n'est pas dans l'intention du Conseil fédéral, pour des raisons budgétaires à court terme, de vouloir maintenir cet impôt. En effet, il n'y a pas de raison de mélanger le traitement de cette question avec la réforme de l'imposition des entreprises III; de plus, vu le contexte politique qui règne dans notre pays, il est urgent de renforcer l'attractivité de la Suisse pour l'établissement de nouvelles entreprises. En outre, cette décision peut se prendre vite et simplement, et les plus-values fiscales qui résulteront de cette suppression seront bien plus importantes que les pertes de rentrées fiscales à court terme.

Pour toutes ces raisons, je vous demande, au nom du groupe libéral-radical, d'adopter la proposition de la majorité de la commission et de ne pas suspendre le traitement de ce projet, pour ne pas retarder la suppression de cette imposition contre-productive pour notre pays.

Marra Ada (S, VD): Le projet que nous discutons ce matin fait partie d'un grand projet dont le point de départ est une initiative parlementaire du groupe libéral-radical qui a pour but la suppression totale des droits de timbre. Ces droits de timbre rapportent à la Confédération quelque 3 milliards de francs par an. Il est à noter que la Confédération avait déjà perdu 2 milliards de francs lors de l'opération «too big to fail» au cours de laquelle le Parlement a décidé d'éliminer le droit de timbre d'émission sur le capital étranger.

Permettez-moi de faire quelques considérations par rapport à cette initiative de manière générale, et sur le projet qui nous occupe aujourd'hui puisque le traitement du projet issu de l'initiative a été «saucissonné» en trois.

De manière générale, le projet est totalement irresponsable. Irrresponsable parce qu'il conduit à priver la Confédération de recettes importantes, irresponsable parce qu'à aucun moment la majorité du conseil ou des commissions n'a voulu se prononcer sur les compensations à prévoir, compensations pourtant voulues par le mécanisme du frein à l'endettement. La majorité s'est contentée de dire: «Le Conseil fédéral n'a qu'à proposer.» La majorité s'est donc contentée d'allumer l'incendie et d'indiquer qui doit jouer aux pompiers. La Suisse connaît une situation d'instabilité juridique et fiscale: fin du secret bancaire, réforme des entreprises III, conventions contre les doubles impositions en discussion avec les pays voisins. Il est actuellement impossible de savoir quelles seront les incidences de ces changements. Ceux-ci sont pourtant nécessaires et importants. Il ne s'agit pas de les remettre en cause, mais bien d'assurer un environnement stable.

Le Parlement a donné une réponse plutôt alambiquée en début de semaine dernière à la problématique que je viens d'évoquer en adoptant une motion qui vise à la promulgation d'un arrêté de principe qui «prévoit d'endiguer la croissance des dépenses et d'accumuler des excédents structurels, de sorte que les réformes fiscales annoncées puissent, autant que possible, être mises en oeuvre sans nécessiter l'application de programmes d'économies, sans provoquer d'augmentation d'impôt et sans nuire exagérément à la croissance et à la prospérité». Donc, en gros, si on ne veut ni augmenter des impôts, ni faire des économies, on propose des avantages fiscaux.

C'est ce qui est prévu dans le volet que nous discutons ce matin: un cadeau aux entreprises – banques et assurances – qui ne seront plus soumises au droit de timbre d'émission sur le capital propre. Cet avantage fiscal fera baisser les recettes de 240 millions de francs. Vous le savez, le groupe socialiste s'est opposé à cette suppression, mais il

avait perdu ici même. Le groupe socialiste suivait alors le Conseil fédéral, qui proposait de suspendre les travaux sur le présent projet à la discussion sur la réforme de l'imposition des entreprises III.

Pour ce qui nous concerne, nous ne cautionnons pas la méthode qui semble aujourd'hui être à la mode, soit analyser les mêmes sujets par tranches comme si les décisions que l'on prend étaient déconnectées les unes des autres. Les entreprises sont hautement concernées par ce droit de timbre d'émission sur le capital propre. Cela fait partie d'une discussion plus globale sur leur fiscalité. Et cette discussion est en cours.

Notre conseil doit maintenant se comporter de manière rationnelle et joindre ces deux discussions. C'est pourquoi le groupe socialiste vous propose de suivre le Conseil des Etats, le Conseil fédéral et la minorité et de suspendre les travaux sur le présent projet. Vous ne ferez pas un cadeau à la gauche puisque notre groupe ne veut pas de ce projet. Si vous consultez le compte rendu des délibérations du Conseil des Etats, vous pourrez lire que Madame la conseillère fédérale Widmer-Schlumpf y a assuré que l'initiative dont le projet est issu serait mise en oeuvre. Il ne s'agit plus d'un débat politique pour savoir si oui ou non les conseils veulent de ce projet. Les deux conseils ont choisi d'entrer en matière. Aujourd'hui, il s'agit de gérer de manière rationnelle les finances de l'Etat et de lier deux objets qui vont ensemble. C'est pourquoi je vous invite à suivre la minorité.

Grin Jean-Pierre (V, VD): Madame Marra, vous dites que cette initiative parlementaire est irresponsable. C'est clair qu'il y aura certaines pertes fiscales, mais ne pensez-vous pas qu'elles seront largement compensées par le dynamisme des investissements que l'on aura du fait de la suppression des droits de timbre?

Marra Ada (S, VD): Non.

Kaufmann Hans (V, ZH): Die SVP-Fraktion unterstützt die parlamentarische Initiative der FDP-Liberalen Fraktion. Wir lehnen eine Sistierung ab. Warum?

Wir leben in einer Zeit, in der die Finanzplätze rund um den Globus um Marktanteile kämpfen. Auch die Schweiz muss kämpfen, aber sie hat nicht die nötige Grösse und kein Durchsetzungsvermögen im Ausland, wie es nötig wäre, um in diesem Kampf zu bestehen. Deshalb müssen wir dafür sorgen, dass wenigstens die Rahmenbedingungen im Inland verbessert werden. In den letzten Jahren haben wir mit Regulierungen und Administration aber alles getan, um unseren Finanzplatz zu schwächen. Deshalb ist es an der Zeit, endlich etwas Positives für unseren Finanzplatz zu tun. Dazu gehört eben die Abschaffung der Umsatz- und Stempelabgaben, und zwar nicht nur für die Emission von Aktien. Ich habe überhaupt noch nie verstanden, warum Investoren, die Geld zur Verfügung stellen, damit Arbeitsplätze in der Schweiz geschaffen werden, eine Emissionsabgabe, also gewissermassen eine Strafe, bezahlen müssen.

Es geht bei dieser Vorlage aber auch um die Umsatzabgabe auf Inlandobligationen und um Versicherungsabgaben. Die Subkommission Ihrer WAK schlägt ja vor, dass man diese Abgaben stufenweise abschafft: in einer ersten Etappe die Umsatzabgabe auf Inlandobligationen und auf Versicherungen, in einer zweiten Etappe die Umsatzabgabe auf Schweizer Aktien und erst ab 2021 auch die Umsatzabgabe auf ausländischen Obligationen und Aktien.

Wovon sprechen wir hier überhaupt? Wenn ein Anleger für eine Million Franken Inlandtitel kauft oder verkauft, bezahlt er pro Kauf oder Verkauf je 1500 Franken; bei Auslandstiteln sind es 3000 Franken. Nun ist es eben nicht so, dass die Banken das bezahlen, wie Frau Marra behauptet hat, sondern wir bezahlen es, wenn wir bei Pensionskassen oder Lebensversicherungen versichert sind und wenn wir private Geschäfte tätigen. Die ganze Erhebung ist sehr kompliziert. Ich kann Ihnen sagen: Wenn wir diese Abgaben abschaffen, entlasten wir unseren Finanzsektor von grossen administrativen Bürden.

Die 5-Prozent-Abgabe auf den Prämien der meisten Sach- und Vermögensversicherungen hat schon viele Geschäfte aus der Schweiz vertrieben, denn wir haben ein anderes System als beispielsweise die Länder in der EU. Wenn eine grosse Schweizer Versicherung z. B. die Fabriken eines internationalen Konzerns versichern will, dann bezahlt dieser Konzern, wenn dieses Geschäft in der Schweiz abgeschlossen wird, sowohl in der Schweiz als auch im Ausland solche Abgaben. Das ist sehr teuer. Deshalb gehen eben auch Arbeitsplätze ans Ausland verloren. Ich glaube, die jüngste Ankündigung einer Grossentlassung bei einer Versicherung – nicht in der Zeitung stand, dass eine andere Versicherung im Ausland gleich wieder 800 Stellen aufbaut – sollte uns eine Warnung sein.

Ebenso dringend ist für mich aber auch die Abschaffung der Umsatzabgabe auf Auslandspapieren. Persönlich würde ich das sogar vorziehen, denn Sie alle wissen, dass möglicherweise in einigen EU-Ländern eine Finanztransaktionssteuer eingeführt wird. Dann haben wir in der Schweiz eine doppelte Belastung. Dann kostet der Kauf von solchen Auslandaktien in einem Schwups ein Prozent. Das ist einfach zu viel. Wie gesagt, das bezahlen nicht die Banken, sondern das bezahlen wir, unsere Pensionskassen. Unsere Schweizer Banken träumen ja davon, das neue Zentrum für Asset-Management zu werden, um Geschäfte, die verlorengehen, zu kompensieren. Das können sie schlicht und einfach vergessen, wenn wir in der Schweiz eine Doppelbelastung haben. Wir werden Geschäfte verlieren und nicht dazugewinnen. Deshalb glaube ich, dass es keinen Sinn macht, dieses Geschäft bis zur nächsten Unternehmenssteuerreform zu verschieben – ganz abgesehen davon, dass Versicherungsabgaben oder die Umsatzabgaben auf Bundesobligationen nun wirklich nichts mit der Unternehmensbesteuerung zu tun haben, etwa gleich wenig wie die Hundesteuer. Wenn wir die Vorlage sistieren oder nicht auf sie eintreten, verpassen wir die Chance, den Schweizer Finanzplatz zum richtigen Zeitpunkt zu stärken.

Deshalb bitte ich Sie dringend, einzutreten und den Minderheitsantrag auf Sistierung abzulehnen.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

14.9001

Mitteilungen des Präsidenten Communications du président

Präsident (Lustenberger Ruedi, Präsident): Ich freue mich ausserordentlich, auf der Ehrentribüne Herrn Nguyen Sinh Hung, den Präsidenten der Nationalversammlung von Vietnam, begrüßen zu dürfen. Der Herr Präsident wird von einer parlamentarischen Delegation und vom vietnamesischen Botschafter in der Schweiz begleitet.

Ich hatte bereits gestern Gelegenheit, ein interessantes Gespräch mit der vietnamesischen Delegation zu führen. Danach fand ein Mittagessen mit Kolleginnen und Kollegen von National- und Ständerat unter der Leitung von Herrn Nationalrat Fathi Derder, dem Präsidenten der Delegation bei der Parlamentarischen Versammlung der Frankophonie, statt. Gestern Abend hatte ich dann das Vergnügen, Herrn Parlamentspräsident Nguyen Sinh Hung und seine Delegation zu einem offiziellen Abendessen einzuladen. Vor dem heutigen Besuch auf der Ehrentribüne fand auch ein offizielles Gespräch mit Ständeratspräsident Hannes Germann statt. Eine zweite Delegationsgruppe aus Vietnam war heute Morgen im Seco, wo sie eine Diskussion zum Schweizer Engagement in Vietnam geführt hat.

Wir heissen den Herrn Präsidenten des vietnamesischen Parlamentes und seine Delegation in unserem Rat herzlich willkommen! Wir wünschen Ihnen, Herr Präsident, und Ihrer Delegation einen interessanten und erfolgreichen Aufenthalt in unserem Land. *(Beifall)*

09.503

Parlamentarische Initiative FDP-Liberale Fraktion. Stempelsteuer schrittweise abschaffen und Arbeitsplätze schaffen Initiative parlementaire groupe libéral-radical. Supprimer les droits de timbre par étapes et créer des emplois

Fortsetzung – Suite

Bericht WAK-NR 12.11.12 (BBI 2013 1089)
Rapport CER-CN 12.11.12 (FF 2013 1005)

Stellungnahme des Bundesrates 23.01.13 (BBI 2013 1107)
Avis du Conseil fédéral 23.01.13 (FF 2013 1023)

Nationalrat/Conseil national 19.03.13 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 04.12.13 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 19.03.14 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 19.03.14 (Fortsetzung – Suite)

Schelbert Louis (G, LU): Die grüne Fraktion beantragt Ihnen, nicht dem Antrag der Mehrheit der vorberatenden Kommission zuzustimmen, sondern dem Ständerat zu folgen und die Behandlung der Vorlage zur Abschaffung der Stempelsteuer zu sistieren. Der Ständerat hat als Termin die Behandlung der Unternehmenssteuerreform III bestimmt.

Inhaltlich sind wir Grünen gegen die Vorlage. Mit ihr soll die Stempelsteuer scheinbarweise abgeschafft werden. Dagegen verlangen wir, dass der Finanzplatz sich angemessen an der Finanzierung des Staates beteiligen muss. Finanzinstitute und Börse profitieren in hohem Masse von den Infrastrukturen, von den Bildungs-, Ausbildungs- und weiteren Leistungen des Staates, aber auch von der Stabilität der politischen Verhältnisse. Zudem haben die Bankenrettung und die vom Finanzsektor ausgelöste Finanzkrise den Staat viel gekostet. Insbesondere die Grossbanken kompensieren heute ihre Verluste von gestern und zahlen verbreitet keine oder nur geringe direkte Steuern. Als ganze Branche ist die Finanzbranche von der Mehrwertsteuer ausgenommen, Finanztransaktionen unterliegen ihr nicht. Die Stempelsteuer ist quasi die Ersatzabgabe dafür. Sie darf nicht ersatzlos beseitigt werden.

Generell geht es nicht an, diese Wirtschaftsbereiche steuerlich weiter zu bevorteilen. Der Vollständigkeit halber füge ich hier an, dass wir die vom Bundesrat angegebenen Ertragsausfälle nicht für realistisch halten. Wir rechnen mit höheren Ausfällen, weil auch die Gewinn- und Verrechnungssteuereinnahmen unter Druck kämen und die Kantone und Gemeinden weniger Erträge aus den Unternehmenssteuern hätten.

Mit der Unternehmenssteuerreform III möchte der Bundesrat den Steuerstreit mit der EU um die kantonalen Steuerregimes beilegen. Dafür gibt es verschiedene Wege. Der Bundesrat sieht neue Steuererleichterungen vor, die als EU-kompatible Alternative zu den kritisierten Steuerregimes die bevorzugten Firmen in der Schweiz halten sollen. Die Steuerausfälle können sich nach seinen Angaben auf 1 bis 3 Milliarden Franken pro Jahr belaufen.

Auch wir Grünen sind dafür, den Steuerstreit mit der EU zu beenden. Weitere Steuersenkungen halten wir aber nicht für den richtigen Weg. Jedenfalls ist der Widerstand von uns Grünen programmiert, wenn die Folgen nicht mit Kompensationen von der Branche, sondern via Leistungsabbau oder

Erhöhung der Mehrwertsteuer von der Bevölkerung getragen werden sollen. Das kommt für uns nicht infrage.

Den Sistierungsbeschluss des Ständerates halten wir Grünen insofern für richtig, als zumindest Klarheit über die finanzpolitische Ausgangslage geschaffen werden muss, bevor weitere Steuerausfälle beschlossen werden. Vieles ist im Moment in der Schwebe. Es stehen Mindererträge in Aussicht, und durch Parlamentsbeschlüsse wie durch Volkssentscheide hat der Staat zusätzliche Aufgaben zu lösen. Das führt zu Unklarheiten für die Zukunft des Bundesfinanzhaushaltes. Bis die Fragen der Unternehmenssteuerreform III beantwortet sind, ist deshalb von isolierten Eingriffen, wie eben von Änderungen bei der Stempelsteuer, abzusehen. Der Bund ist verpflichtet, die Schuldenbremse einzuhalten. Es wäre abenteuerlich, im jetzigen Zeitpunkt ohne Gegenfinanzierung weitere Erträge zu kappen.

Zu beachten ist schliesslich, dass heute nur über den ersten Teil der hier diskutierten parlamentarischen Initiative befunden wird. Die anderen, noch teureren Teile hat schon die vorberatende Kommission zurückgestellt.

Im Sinne dieser Ausführungen beantragen wir, diese Vorlage zu sistieren.

Hassler Hansjörg (BD, GR): Die parlamentarische Initiative der FDP-Liberalen Fraktion verlangt die Abschaffung der Stempelsteuer in verschiedenen Bereichen. Eine Forderung der parlamentarischen Initiative ist bereits vollzogen worden, nämlich die Abschaffung der Emissionsabgabe auf Fremdkapital. Diese wurde mit der «Too big to fail»-Vorlage beschlossen. Als zweiter Punkt steht jetzt die Abschaffung der Emissionsabgabe auf Eigenkapital zur Diskussion. Als weitere Punkte kommen dann noch die Umsatz- und die Versicherungsabgabe hinzu.

Bei solchen Vorhaben, die Konsequenzen für den Bundeshaushalt haben werden, muss immer eine Gesamtschau vorgenommen werden. Die finanziellen Auswirkungen mit Mindereinnahmen für den Bund werden insgesamt erheblich sein. Es stehen weitere Projekte an, die ebenfalls steuerliche Mindereinnahmen für den Bund zur Folge haben werden, vor allem sind in diesem Zusammenhang die Unternehmenssteuerreform III und auch die Familien-Initiativen der CVP zu nennen.

Die Unternehmenssteuerreform III ist ein äusserst kompliziertes und umfangreiches Projekt, dessen Ausgang und deren Auswirkungen auf den Bundeshaushalt noch nicht abschätzbar sind. Darum ist es wichtig, die Auswirkungen der verschiedenen Ausnahmen auf den Bundeshaushalt insgesamt zu beurteilen. Aus Sicht des Finanz- und Wirtschaftsplatzes Schweiz machen alle geforderten Abschaffungen der verschiedenen Stempelsteuern Sinn. Der Finanzplatz würde dadurch an Attraktivität gewinnen. Die entsprechenden Finanzgeschäfte würden wieder vermehrt in der Schweiz abgewickelt und nicht weiter ins Ausland verlagert. Aber auf der anderen Seite wären die Ausfälle aus diesen Abgaben für die Bundeskasse sehr hoch. Hier gilt es, die Balance zu finden zwischen einer gestaffelten Abschaffung der Stempelsteuern einerseits und den Einnahmehausfällen für den Bund andererseits.

Die finanziellen Auswirkungen der Abschaffung der verschiedenen Stempelsteuern sind von Fall zu Fall sehr unterschiedlich. So haben die Streichung der Umsatzabgabe auf Wertpapieren und die Abschaffung der Versicherungsabgabe viel mehr Einnahmehausfälle für den Bund zur Folge als zum Beispiel die Abschaffung der Emissionsabgabe auf Eigenkapital, die heute zur Diskussion steht.

Die bereits vorgenommene Streichung der Emissionsabgabe auf Fremdkapital hat Einnahmehausfälle von etwa 150 Millionen Franken zur Folge, die Streichung der Emissionsabgabe auf dem Eigenkapital solche von rund 200 Millionen Franken. Das scheint uns von der BDP verkraftbar zu sein, ohne dass man eine Gesamtschau und einen Zusammenhang mit der Unternehmenssteuerreform III herstellen müsste. Die Abschaffung der Umsatzabgabe mit einem Umfang von rund einer Milliarde oder noch mehr Franken und der Versicherungsabgabe mit einem Volumen von etwa

700 Millionen Franken haben dann für die Bundeskasse ganz andere negative Auswirkungen. Unsere Fraktion ist der Meinung, dass auch die Umsatzabgabe auf Wertschriften und die Versicherungsabgabe abgeschafft werden sollen, aber dies ganz klar im Zusammenhang mit der Unternehmenssteuerreform III. Dort müssen wir eine Gesamtschau vornehmen können, um die finanziellen Auswirkungen auf den Bund insgesamt beurteilen zu können.

Heute geht es aber vorerst um die Sistierung des Teilprojektes der Emissionsabgabe auf Eigenkapital. Unsere Fraktion ist der Ansicht, dass dieser Teil der parlamentarischen Initiative jetzt aufgrund der dargelegten Gründe umgesetzt werden kann und keine Sistierung erforderlich ist. Die BDP-Fraktion wird also in diesem Teilpunkt gegen die Sistierung votieren.

Ritter Markus (CE, SG): Die CVP/EVP-Fraktion wird bei dieser parlamentarischen Initiative die Minderheit unterstützen und damit dem Ständerat und dem Bundesrat folgen und für eine Sistierung stimmen.

Es wurde bereits mehrfach gesagt, dass die Emissionsabgabe auf Fremdkapital mit der «Too big to fail»-Vorlage schon abgeschafft worden ist; das ist richtig so. Der Gegenstand dieser parlamentarischen Initiative ist nun die Emissionsabgabe auf Eigenkapital. Bundesrat und Ständerat sowie eine starke Minderheit der Kommission möchten, dass dieses Geschäft zusammen mit der Unternehmenssteuerreform III beraten und dort eingebettet wird. Ich möchte darauf aufmerksam machen, dass es im Ständerat keine abweichenden Meinungen oder Stimmen dazu gab. Es ist auch sachlich richtig. Die Unternehmenssteuerreform III befasst sich gesamthaft mit der Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit unserer Wirtschaft, deshalb sind diese parlamentarische Initiative und eine allfällige Abschaffung der Emissionsabgabe auf Eigenkapital dort am richtigen Platz.

Auch im Interesse der Bundesfinanzen ist eine sorgfältige Gesamtschau angezeigt. Mit der Aufhebung der Emissionsabgabe auf Eigenkapital werden der Bundeskasse je nach Lesart 200 bis 300 Millionen Franken fehlen. Über Zusatzeinnahmen unter diesem Titel wird spekuliert; es liegen keine erhärteten Zahlen vor. Deshalb gilt es mit der Unternehmenssteuerreform III Akzente zugunsten der Wirtschaft zu setzen, die wirkungsvoll sind, aber auch verantwortungsvoll gegenüber der Bundeskasse.

Wie der Bundesrat setzt auch die CVP/EVP-Fraktion die finanzpolitischen Prioritäten bei der Abschaffung der Heiratsstrafe bei der direkten Bundessteuer. Die Umsetzung dieses Verfassungsauftrags ist seit Jahrzehnten hängig, denn sie wurde immer wieder verschleppt. Da gilt es, endlich die versprochenen Anpassungen vorzunehmen. Es ist diesbezüglich auch eine Initiative unsererseits hängig. Die CVP/EVP-Fraktion wird sich mit Nachdruck für die Berücksichtigung und Umsetzung dieses Anliegens einsetzen.

Unsere Fraktion wird hier die Minderheit unterstützen und damit den Beschluss des Ständerates und den Antrag des Bundesrates. Ich bitte Sie, dasselbe zu tun.

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Ich möchte dem Votum von Herrn Nationalrat Ritter folgen und Sie bitten, die Haltung des Bundesrates, des Ständerates und der starken Minderheit der vorberatenden Kommission zu unterstützen und die Vorlage zu sistieren.

Der Bundesrat hat im November 2011 eine finanzpolitische Auslegeordnung über die steuerpolitischen Prioritäten gemacht und aufgezeigt, was ansteht: unter anderem die Familiensteuerreform, unter anderem die Unternehmenssteuerreform, aber auch noch andere Projekte. Wir haben dann diese Auslegeordnung und unsere Haltung am 23. Januar 2013 in unserer Stellungnahme zum Bericht der WAK noch einmal bestätigt. Dann haben wir im September 2013 noch einmal einen Bericht gemacht über hängige Geschäfte mit finanziellen Auswirkungen. Dort sehen Sie, was wir alles in der Pipeline haben, was wir alles finanzieren müssen und auch finanzieren wollen und wie wir dabei sinnvollerweise vorgehen.

Wir haben dort auch darauf hingewiesen, dass unter anderem die Unternehmenssteuerreform III vordringlich ist – auch die Familiensteuerreform ist selbstverständlich vordringlich. Wir haben auch gesagt, dass man bei dem fortfahren solle, was man 2008 beschlossen hat, dass man nämlich eine Strategie und ein Gesamtpaket entwickeln solle, um dann die Unternehmenssteuerreform III zu stemmen. Man hat bereits 2008 darauf hingewiesen, dass die Emissionsabgaben auf Fremdkapital und auf Eigenkapital zur Diskussion stehen würden, aber dass das in einem Gesamtprojekt zu berücksichtigen sei. Sie wissen, dass im Zusammenhang mit der «Too big to fail»-Vorlage ein Teil weggefallen ist, die Emissionsabgabe auf Fremdkapital. Ein Teil ist aber geblieben, nämlich die Emissionsabgabe auf Eigenkapital.

Wir haben in unserer Stellungnahme zum Bericht der WAK-NR darauf hingewiesen, dass wir auf dieser Linie weiterfahren sollten. Man kann nicht einmal etwas beschliessen und es dann unterwegs wieder ändern, nur weil man irgendwie glaubt, andere Parameter zu haben. Ich denke, es ist richtig, dass man konsequent ist. Entsprechend möchten wir Sie wirklich bitten, die Frage der Emissionsabgabe auf Eigenkapital im Gesamtkontext der Unternehmenssteuerreform III zu prüfen. Der Bundesrat schlägt Ihnen vor, diese dann abzuschaffen, aber im Gesamtkontext der Unternehmenssteuerreform III. Dieses Projekt, die Abschaffung der Emissionsabgabe auf Eigenkapital, wird 240 Millionen Franken kosten.

Es ist nicht so, dass die Unternehmenssteuerreform III erst in ferner Zukunft vorliegen wird. Wir werden die Vernehmlassung dazu Ende August, Anfang September durchführen; die erste Kammer des Parlamentes wird über diese Vorlage, wenn alles rund läuft, nächstes Jahr diskutieren können. Ich möchte Sie wirklich bitten, hier konsequent zu sein und das weiterzuführen, wofür Sie sich bereits einmal entschieden haben.

Der Bundesrat hat immer klar gesagt, dass er aus finanzpolitischen Überlegungen an der Umsatz- und an der Versicherungsabgabe festhalten will. Wenn Sie die Umsatz- und die Versicherungsabgabe gerade auch noch eliminierten, würde das 1,6 Milliarden Franken ausmachen. Wir müssten uns dann überlegen, was wir bei den Sach- und Lebensversicherungen als Alternative machen würden. Es kann ja nicht sein, dass sie dann gar keiner Besteuerung unterlägen. Da wäre dann die Frage der Mehrwertsteuer aktuell. Bei der Umsatzabgabe wäre es eine Frage der Courtage, wobei diese nie über eine Milliarde Franken einbringen würde; das wissen wir auch.

Schauen Sie: Sie haben die Motion 14.3004 der FK-NR angenommen und uns aufgefordert, in den nächsten Jahren strukturelle Überschüsse zu produzieren, um dann unsere anstehenden grossen Projekte finanzieren zu können. Sie haben uns beauftragt, dies möglichst ohne Sparprogramme und möglichst ohne Steuererhöhungen zu tun. Ich habe Sie bereits darauf hingewiesen: Man kann immer die Hoffnung haben, dass etwas ohne das eine und ohne das andere geht. Ich habe aber auch gesagt, womit wir rechnen. Wenn Sie bereits jetzt hingehen und wieder Mindereinnahmen in diesem Ausmass beschliessen, ist es nicht mehr ganz nachvollziehbar, wie Sie möglichst ohne zusätzliche Steuereinnahmen und möglichst ohne Sparprojekte noch strukturelle Überschüsse produzieren wollen. Irgendwie geht das nicht auf. Ich sehe Ihre Logik nicht; es kann nur eine politische Logik sein.

Ich möchte Sie darum bitten, das Geschäft zu sistieren und die Sache dann zu machen, wenn sie wirklich Gegenstand der Diskussion ist, nämlich im Zusammenhang mit der Unternehmenssteuerreform III.

Präsident (Lustenberger Ruedi, Präsident): Die Kommissionssprecher verzichten auf ein weiteres Votum. Der Bundesrat unterstützt den Antrag der Minderheit.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 09.503/10 077)

Für den Antrag der Mehrheit ... 103 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 78 Stimmen

(3 Enthaltungen)

14.3032

Dringliche Interpellation Fraktion der Schweizerischen Volkspartei. Rasche Umsetzung der neuen Verfassungsbestimmung zur Begrenzung der Zuwanderung **Interpellation urgente groupe de l'Union démocratique du Centre. Mettre en oeuvre rapidement le nouvel article constitutionnel visant à limiter l'immigration**

Ordnungsantrag – Motion d'ordre

Nationalrat/Conseil national 19.03.14 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Nationalrat/Conseil national 20.03.14

14.3033

Dringliche Interpellation sozialdemokratische Fraktion. Offene Fragen nach der Aufnahme von Artikel 121a in die Bundesverfassung **Interpellation urgente groupe socialiste. Questions posées par l'acceptation de l'article 121a de la Constitution**

Ordnungsantrag – Motion d'ordre

Nationalrat/Conseil national 19.03.14 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Nationalrat/Conseil national 20.03.14

14.3034

Dringliche Interpellation grüne Fraktion. Notwendige Reaktionen auf die Abstimmung vom 9. Februar 2014 **Interpellation urgente groupe des Verts. Réagir au vote du 9 février 2014**

Ordnungsantrag – Motion d'ordre

Nationalrat/Conseil national 19.03.14 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Nationalrat/Conseil national 20.03.14